

Conjoncture

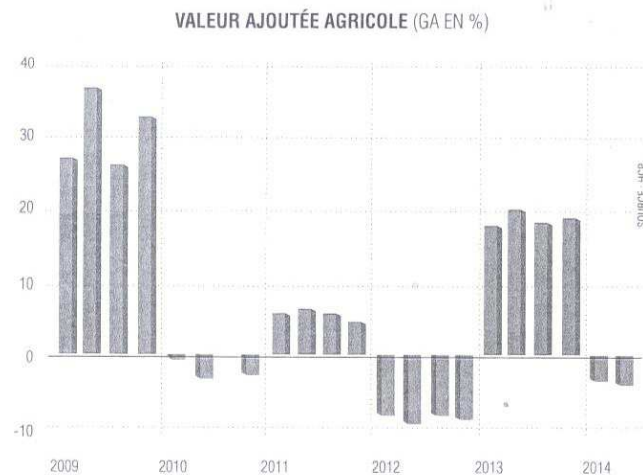
La croissance en berne

● Le Haut-commissariat au plan vient de rendre publique une note de conjoncture qui dresse le bilan de l'activité économique du royaume durant le premier trimestre. Sous l'effet d'une baisse de régime des activités agricoles, la croissance a flanché en ce début d'année. Explications.

Sous quels auspices évolue l'économie du royaume en ce début d'année? Le Haut-commissariat au plan (HCP) a planché sur la question. Résultat: «la croissance économique aurait légèrement décéléré au premier trimestre, se situant aux environs de 2,5% en glissement annuel au lieu de 4,5% un trimestre plus tôt». Cette baisse de régime serait due à une contribution négative du secteur primaire à la croissance globale, après une campagne agricole exceptionnelle en 2013. Les activités non-agricoles, elles, auraient légèrement repris sous l'effet d'une amélioration de la demande extérieure adressée au Maroc, affichant une hausse de 3,5% au lieu de 2,2% au quatrième trimestre 2014.

Retour de la demande extérieure

Dans un contexte d'amélioration de la conjoncture économique des pays avancés, la demande extérieure adressée au Maroc aurait progressé de 4,6% au premier trimestre 2014 au lieu de 3,1% un trimestre auparavant. Les exportations de biens, ayant connu une hausse estimée à 5,7%, auraient tiré profit de l'orientation positive de la demande adressée, en particulier, aux biens d'équipement (fils et câbles électriques), aux produits alimentaires et aux dérivés de phosphate. Les importations, quant à elles, auraient affiché une augmentation estimée à 6,7% en glissement annuel, sous-tendue par les achats des biens alimentaires et de consommation. Cette situation se serait traduite par une baisse du taux de couverture estimée à 0,5 point pour se situer à 49,1%, et une aggravation du déficit commercial de 7,6%, en glissements annuels.



Léger ralentissement de la demande intérieure

La demande intérieure aurait continué de soutenir la croissance économique nationale au premier trimestre 2014. Après avoir réalisé une hausse de 4,9% un trimestre auparavant, la consommation des ménages aurait ainsi progressé de 3,8%, en glissement annuel, et ce dans le contexte d'une hausse de 2% des crédits à la consommation et d'une modération des prix à la consommation, qui serait passée de 2,4% une année plus tôt à 0,5%, au premier trimestre 2014. La hausse de la consommation privée aurait porté, particulièrement, sur les produits manufacturés importés, dont la progression aurait atteint environ 7,6%, à fin février. La formation brute de capital, pour sa part, serait restée peu soutenue durant la même période. L'investissement en produits industriels aurait décéléré, après avoir légèrement repris au dernier trimestre 2013. Les importations de biens d'équipement auraient reculé de 9% et les crédits à l'équipement n'auraient

progressé que de 0,7%, à fin février. Pour sa part, l'investissement dans le secteur du BTP, particulièrement l'immobilier, aurait légèrement repris. L'encours des crédits à l'habitat aurait progressé de 6,2% à fin février.

Inflexion de la dynamique agricole

La valeur ajoutée agricole aurait affiché une baisse de 3,4% au premier trimestre 2014 suite au retour des conditions climatiques sèches, notamment au début de la campagne. À fin janvier 2014, le déficit pluviométrique aurait atteint 28% par rapport à la même période d'une année normale et 30,1% par rapport à la même période une année plus tôt. Cette situation aurait pesé lourdement sur les travaux d'ensemencement des cultures précoces, notamment les céréales, dont la superficie emblavée n'aurait pas dépassé 4,78 millions d'hectares à la mi-février 2014, en baisse de 20,2%, en variation annuelle. Le potentiel de récolte des cultures céréalières et fourragères serait ainsi en dessous des performances réalisées



La demande extérieure adressée au Maroc aurait progressé de 4,6% au premier trimestre 2014 au lieu de 3,1% un trimestre auparavant.

une année auparavant, et ce en dépit des importantes précipitations ayant marqué les mois de janvier et février 2014. Ces dernières auraient plutôt profité aux légumineuses de printemps et aux cultures maraîchères ainsi qu'aux activités d'élevage du grand cheptel. Toutefois, il est à noter que les estimations laissent entrevoir une inflexion de la dynamique d'évolution de la production animale, en raison particulièrement des faibles performances de la production des branches avicole et laitière. C'est ainsi qu'à fin février 2014, les quantités importées de lait et de produits laitiers auraient plus que doublé en comparaison avec la même période de 2013.

Les activités non-agricoles à la rescousse!

Profitant d'une amélioration de la demande extérieure adressée au secteur secondaire, les activités hors agriculture auraient légèrement accéléré, au premier trimestre 2014, affichant une croissance de 3,5%, en glissement annuel au lieu de 2,2% réalisés au cours du trimestre précédent. Les industries de transformation se seraient redressées de 2,6% au premier trimestre 2014, après une hausse de 2,7% un trimestre auparavant. Pour l'ensemble de l'année 2013, la croissance du secteur était restée en dessous de sa moyenne de long terme, se situant aux environs de 1,3%, après 1,4% en 2012 et plus de 3% en moyenne réalisée avant la crise internationale de 2008. À l'exception du textile et du cuir qui auraient continué à pâtir de la baisse de la demande extérieure, la plupart des autres branches auraient affiché des évolutions positives au premier trimestre 2014. Portée par une demande extérieure dynamique, notamment pour l'automobile et l'électronique, la valeur ajoutée des IMME aurait progressé de 4,8% en glissement annuel. Celle de la «chimie et parachimie» aurait crû de 4,6%, tirée par une consolidation de la demande des industries locales. Les autres branches, quant à elles, auraient réalisé des performances relativement modestes.

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma